



**CONVENTION D'OBJECTIFS, DE MOYENS ET DE PARTENARIAT ENTRE
LE DÉPARTEMENT DE LA DRÔME,
LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA DRÔME,
LA MSA ARDECHE DROME LOIRE ET
LA FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DE LA DRÔME**

PREAMBULE

Considérant que l'animation de la vie sociale et la vie associative et citoyenne portée par les centres sociaux génère du lien social, favorise l'expression ou à la responsabilité des citoyens et une inscription sur les territoires, ainsi que l'émergence de l'émancipation citoyenne et l'inclusion numérique ; le Département de la Drôme, la Caisse d'allocations familiales de la Drôme et la Mutualité Sociale Agricole Ardèche Drôme Loire ont décidé d'établir une convention d'objectifs avec la Fédération des Centres Sociaux et espaces de vie sociale de la Drôme pour mieux cibler et afficher les actions départementales.

Le Département de la Drôme considère les solidarités humaines, fondées sur une action sociale au service des usagers, tant dans le domaine de la prévention des risques (santé, enfance, exclusion...) que celui de la réparation (protection de l'enfance en danger, insertion, prestations en nature ou en espèce, etc.), fondées également sur une aide aux personnes en difficulté ou vulnérables afin qu'elles retrouvent ou développent leur autonomie, fondées enfin sur un appui aux démarches citoyennes. Il mène ses politiques d'action sociale en partenariat avec les acteurs de la solidarité dans les territoires.

Il considère la jeunesse comme vecteur du développement social des territoires, et concourt au développement du pouvoir d'agir des jeunes avec les collectivités locales, les associations de jeunesse et les partenaires institutionnels.

La Caf de la Drôme, sur le champ de l'animation de la vie sociale, conduit un accompagnement volontariste des structures d'animation de la vie sociale dans une logique d'investissement social et dans une logique de couverture territoriale. Dans une visée qualitative, elle délivre les agréments « animation globale et coordination » et « animation collective famille » aux centres sociaux et « animation locale » aux espaces de vie sociale. La Caf de la Drôme est particulièrement attentive au soutien du pilotage, aux dynamiques participatives et aux démarches permettant d'aller vers les publics les plus éloignés ou les plus en difficultés dans une logique de prise en compte de tous les habitants et de ré-interrogation continue des projets sociaux (développement des subventions ponctuelles « aller vers » et « partager et consommer autrement »).

La Caf renforce également son soutien pour le développement des dimensions parentalité (généralisation des projets animation collective familles et subventions spécifiques parentalité) et jeunesse (accompagnement des projets de jeunes, promeneurs du net, instances citoyennes de jeunes) dans les centres sociaux.

De plus, toujours dans une logique d'investissement social, la Caf accompagne le développement des démarches d'analyse d'impact social des structures d'animation de la vie sociale sur les territoires.

La MSA Ardèche Drôme Loire accompagne les ressortissants agricoles et leurs familles à tous les âges de la vie, en leur versant des prestations extra légales et /ou en proposant un accompagnement individuel et collectif assuré par ses travailleurs sociaux.

Sa politique d'action sociale porte donc une attention particulière :

aux familles et au soutien à la parentalité

aux jeunes afin de les accompagner dans leurs initiatives citoyennes et dans leur

insertion socio professionnelle, à ce titre la MSA est partenaire départementaux en cours sur cette thématique aux salariés et non-salariés agricoles en activité pouvant être fragilisés par des difficultés socio-économiques et/ou de santé et enfin aux seniors en agissant sur la prévention du vieillissement et au maintien du lien social dans le cadre du Groupement Inter Régime des Caisses de retraite « atouts prévention Rhône-Alpes ».

Les travailleurs sociaux de la MSA accompagnent les personnes et leurs familles de manière individuelle et personnalisée, et développent des actions collectives et des démarches de développement social local sur les territoires et notamment les plus ruraux favorisant ainsi la prise en compte des problématiques spécifiques du monde agricole et rural d'une part et des initiatives des habitants d'autre part.

La MSA travaille avec ses partenaires départementaux et locaux et avec 3 centres sociaux et 2 équipements de la vie sociale de la Drôme dans le cadre d'un conventionnement spécifique.

Le Schéma départemental des services aux familles (Sdsf), signé, sous l'égide de l'État, le 25 mars 2016 par la Caf, le Département de la Drôme, les services de l'État, les services de l'Education nationale et la Msa, a comme-objectifs la mise en cohérence et le développement partagé de la politique d'action sociale et familiale sur les champs de la petite enfance, la jeunesse, la parentalité, et l'animation de la vie sociale.

Dans ce cadre, le Schéma directeur d'animation de la vie sociale conforte les deux axes transversaux prioritaires du Schéma départemental des services aux familles : « prise en compte des réalités des familles d'aujourd'hui » et « promotion de l'égalité des chances » avec des objectifs stratégiques partagés par les partenaires signataires :

- ⇒ accompagner l'accessibilité et la connaissance des structures d'animation de la vie sociale ;
- ⇒ conforter le maillage de la Drôme en structures de l'animation de la vie sociale et pérenniser l'offre existante ;
- ⇒ accompagner la qualité des projets sociaux et d'animation locale ;
- ⇒ mettre en place une gouvernance et une analyse partagée du champ de l'animation de la vie sociale.

L'axe 4 du Sdsf, sur le champ de l'animation de la vie sociale, constitue le Schéma directeur de l'animation de la vie sociale de la Drôme.

La Fédération des Centres Sociaux mène, par son accompagnement des centres sociaux et associations d'animation locale du département, des actions conformes à la Charte fédérale des Centres sociaux de France et à ses valeurs : solidarité, démocratie, dignité humaine. Elle a pour mission de regrouper les centres sociaux du département, de favoriser leur développement, de qualifier leurs acteurs (bénévoles et professionnels), de les représenter à l'échelon départemental et de susciter la création de nouveaux Centres ou associations d'animation de la vie locale.

La Fédération considère que les centres sociaux sont des lieux d'éducation permanente, de promotion individuelle et collective, d'apprentissage de la vie démocratique et d'accompagnement des initiatives des habitants. Elle est rattachée à la Fédération des centres sociaux de France.

C'est pourquoi entre

Le Département de la Drôme, représenté par son Président en exercice, sur la base de l'arrêté de la présidente pris en vertu de l'ordonnance n° 2020-391 et désigné ci-après « le Département de la Drôme »,

d'une part,
et

La Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme, représentée par sa Directrice, en exercice, agissant en vertu de la délibération de la Commission d'Action Sociale du xxxxxxxx, et désignée ci-après « la Caf »,

d'autre part,
et

La Mutualité Sociale Agricole Ardèche Drôme Loire, représentée par son Directeur Général, en exercice, agissant en vertu du Conseil d'Administration du xxxxxxxx et désignée ci-après « la MSA »,

d'autre part,

et

La Fédération des Centres Sociaux et Associations d'animation locale de la Drôme, représentée par un Administrateur mandaté par le FORUM en date du 17 octobre 2016, et désignée ci-après « la Fédération ».

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Conformément à ses statuts, la Fédération est chargée notamment de mettre en œuvre des actions en faveur de l'animation de la vie sociale, de l'implication des habitants, de coordonner et animer le réseaux des associations et structures qui lui sont affiliées. Dans le cadre de cette convention, elle élargit certaines de ses actions à d'autres associations non adhérentes.

Sur la base de valeurs communes d'équité, de solidarité, de laïcité et par la complémentarité de leurs missions, le Département de la Drôme, la Caf, la MSA, et la Fédération s'engagent mutuellement sur une concertation et un travail en commun avec les finalités suivantes :

- le soutien au développement de projets et d'équipements de proximité,
- le développement d'actions qui favorisent la solidarité et/ou la dignité humaine,
- l'accompagnement de l'initiative des habitants.
- La qualification des acteurs.

Les axes d'intervention permettront :

- une meilleure couverture territoriale d'espaces de participation des habitants, en lien avec les spécificités repérées dans les diagnostics territoriaux,
- un développement qualitatif des centres sociaux et des espaces de vie sociale,
- une meilleure articulation entre les initiatives citoyennes et les politiques publiques (notamment politiques d'action sociale, politiques en direction des jeunes...).

Cette convention définit :

- 1) Les missions menées par la Fédération au titre de la présente convention (article 2 et 3)
- 2) Les actions partagées et innovantes qui seront conduites conjointement par les partenaires durant la durée de la présente convention (article 4)
- 3) Les modalités financières et techniques du partenariat, dans le cadre d'une démarche objectifs – résultats (articles 5 à 9).

Article 2 : Soutien des fonctions fédérales

Les fonctions exercées par la Fédération auprès de son réseau de structures affiliées sont :

- l'accompagnement du réseau
- l'animation du réseau
- la représentation du réseau
- la formation des bénévoles

Ces fonctions fédérales s'appuient sur un Projet fédéral 2017-2021, co-construit entre les

structures affiliées, et versé en annexe de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le 29/05/2020



ID : 026-222600017-20200529-CONVDCAFMSA-CC

A travers ses fonctions et son projet, la Fédération accompagne et favorise le développement de l'animation de la vie locale en :

- apportant une assistance technique aux centres sociaux et associations d'animation locale adhérents, notamment par des outils d'auto - évaluation, de qualification des acteurs salariés et bénévoles et de diagnostic de territoire et en les accompagnant sur la définition et la conduite de leurs projets.
- animant des réflexions collectives ouvertes à tous permettant le partage de savoirs et savoir-faire, l'adaptation des projets et des équipes aux valeurs de l'éducation populaire et aux enjeux en matière de jeunesse ou de développement social et socioculturel des territoires. Ces réflexions sont conduites au sein du Forum fédéral, des Rencontres de directions ou d'autres espaces dédiés (à destination des salariés, des bénévoles, ou mixtes) et déclinées sur plusieurs axes de travail :

Axe habitants et territoires : contribution à la prise en compte par les structures de son réseau de la parole des habitants et des problématiques et besoins des territoires lors de la construction des projets (projets sociaux, projets associatifs, projets d'actions) ;

Axe famille : animation d'espaces de ressourcement ouverts aux salariés en charge des publics famille et de l'accueil des habitants ;

Axe enfance : animation d'espaces de ressourcement ouverts aux salariés en charge des publics enfance. Différentes thématiques pourront être abordées, à la demande des acteurs concernés : échanges de pratiques, place des parents dans les accueils de loisirs de mineurs ; formation et accompagnement des bénévoles engagés dans les temps péri-scolaires. Ces temps pourront être ouverts aux partenaires en lien avec les axes de travail inscrits dans le Schéma départemental des services aux familles dans les thématiques enfance et parentalité ;

Axe jeunesse : animation d'espaces de ressourcement ouverts aux salariés en charge des publics jeunesse ; relais auprès de son réseau des actions et dispositifs mis en place par ses partenaires Département, Caf, MSA ; accompagnement individualisé des services civiques engagés dans les structures adhérentes de son réseau via l'agrément national ; animation d'une fonction de Relais Junior Associations départemental ;

Axe vieillissement : animation d'espaces de ressourcement ouverts aux salariés et bénévoles intéressés par la question des seniors ; relais auprès de son réseau des actions et dispositifs mis en place par ses partenaires Département, Caf, MSA, CARSAT (notamment dans le cadre de la Conférence des financeurs) ;

Nota-bene : certains des espaces de travail proposés par la Fédération seront ouverts à des structures agréées extérieures au réseau fédéral.

- mettant en place des espaces de ressourcement des bénévoles et notamment des élus associatifs, sur le projet de centre social et le développement social local. Cette mission sera assurée via des formations pour les administrateurs et bénévoles, et l'accompagnement des structures en vue du développement du travail associé entre bénévoles et salariés. La Fédération accompagnera, en fonction de leurs attentes auprès de ses adhérents une réflexion sur l'évolution des modes d'engagement et les nouvelles formes de gouvernance associative.
- proposant à l'ensemble des centres sociaux et espaces de vie sociale adhérents du département un accompagnement pour le pilotage et le management (aide au

recrutement, élaboration de profils de postes, mise en place des étapes importantes ou délicates (embauche du directeur, financières...).

- assurant, à leur demande, le suivi des équipes de professionnels, bénévoles et porteurs de projets lors des renouvellements des conventions avec la Caf.
- proposant des prestations de service d'accompagnement spécifiques, rémunérées ou non (au cas par cas, sur décision de ses instances), à la demande des structures (formations, missions, accompagnement de projets sociaux, etc).
- concevant des événements ou actions communes à l'échelle du réseau des centres sociaux et espaces de vie sociale.
- développant ou contribuant à faire développer des espaces de réflexion, de recherche-action ou de formation-action, sur les plans départementaux, régionaux voire nationaux ou européens. En 2020 et 2021, la Fédération travaillera avec son réseau au principe d'échanges européens sur les questions liées au pouvoir d'agir.
- organisant une offre de conseil en communication – design visant l'amélioration des pratiques de ses membres.
- poursuivant le partenariat engagé avec l'Union bi-départementale des MJC pour agir en concertation et complémentarité sur les structures adhérentes des deux réseaux et développer des espaces d'animation partagés sur des thématiques communes.

Article 3 : Structuration et développement du maillage territorial

En complément de l'appui technique et l'accompagnement des structures localement, la Fédération contribue au développement des territoires en :

- apportant son savoir-faire pour accompagner les professionnels des territoires et leur permettre de trouver des ressources, notamment sur les méthodologies de diagnostic, d'enquête, d'animation de projets ou d'évaluation, ainsi qu'en les conviant à des journées ressources régionales et nationales.
- participant au déploiement des axes du Schéma départemental des Services aux familles : contribution au Pôle « Parentalité et numérique » animé par l'UDAF Drôme et à la Commission départementale d'éducation au numérique ; contribution lors de comités de suivi ou de pilotage jeunesse chaque fois qu'elle est présente sur le territoire, sous réserve qu'un des partenaires le lui demande.
- participant au Groupe d'appui technique départemental Prévention Seniors animé par le département de la Drôme ainsi qu'à la Coordination Mona Lisa Drôme.
- participant aux cotés de la Caf au développement de structures d'animation de la vie sociale dans les territoires qui en sont dépourvus : quartiers politiques de la ville, zones rurales
- contribuant chaque fois qu'elle y est conviée à la réflexion associée à la mise en place des Conventions Territoriales Globales signées entre la Caf et les EPCI.

Article 4 : Coportage des dynamiques d'innovations sociales à l'échelle territoriale et départementale

Pour renforcer le partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'action sociale et de l'animation de la vie sociale du département, notamment pour prévenir le repli sur soi des populations les plus

- poursuivre leur contribution à la mise en œuvre du Schéma départemental des services aux familles, sur toutes ses dimensions, enfance, jeunesse, parentalité et animation de la vie sociale et sur les deux fils conducteurs transversaux du Schéma : prise en compte des réalités des familles d'aujourd'hui et promotion de l'égalité des chances.
- poursuivre la dynamique de rencontres des réseaux départementaux : réseaux des structures d'animation de la vie sociale, réseaux des référents familles et agents de développement (FFF), et réseaux des chargés d'accueil des structures d'animation de la vie sociale territoriaux co-animées par la Caf et la Fédération avec les centres sociaux et les espaces de vie sociale.
- poursuivre l'engagement dans les Comités de pilotage du Système d'échanges régional des centres sociaux (SERACS) et notamment l'engagement de son réseau dans la réflexion CNAF – FCSF portée dans le cadre de SENACS autour des questions liées à l'impact social des centres sociaux.
- Poursuivre la réflexion engagée entre la Fédération aux côtés de la Caf sur l'essaimage d'une démarche départementale visant à construire un socle partagé de connaissances et de méthodologie avec les acteurs intéressés autour de cette dimension de la mesure de l'Impact Social. Cet engagement fera l'objet d'une convention à part entre la Caf et la Fédération
- poursuivre la réflexion engagée entre la Fédération aux cotés de la Caf autour d'une démarche départementale visant à soutenir les structures AVS sur une montée en compétences autour des questions liées au développement durable. Cet engagement fera l'objet d'une demande de subvention à part entre la Caf et la Fédération.
- poursuivre la dynamique d'appui aux structures de l'animation de la vie sociale dans une logique de développement des territoires. Une rencontre tripartite sera organisée entre le centre social, l'association ou la collectivité locale porteur(se) d'un projet d'animation locale, la Fédération et la Caf, à l'initiative de cette dernière, dans l'année de renouvellement de l'agrément. Elle aura pour objet la présentation du cahier des charges Cnaf et la préparation de la démarche participative préalable au projet social. Suite à cette réunion, la Fédération proposera en concertation avec la Caf, sur sollicitation du centre social ou de l'espace de vie sociale, et sur accord des instances fédérales, un accompagnement pour l'appui à la mise en œuvre du projet social.
- sur le champ de la jeunesse : la Fédération s'engagera autour des enjeux liés à la jeunesse en matière de mobilité, d'engagement individuel et citoyen, et d'éducation aux médias et à l'information, notamment dans sa dimension numérique : la fédération s'engage, sur la durée de la convention, à développer les échanges et la transversalité entre les autres fédérations d'éducation populaire financées par le Département notamment en :
 - proposant une offre concertée de formations, qu'elles soient à destination des bénévoles ou des professionnels de la jeunesse,
 - veillant à la cohérence territoriale,
 - travaillant à un partage pertinent des ressources (mallettes pédagogiques, expositions et outils thématiques...)

Par ailleurs, la fédération s'engage à faire connaître et à diffuser les informations liées aux actions et aux dispositifs départementaux auprès de ses adhérents

- - la Fédération portera (en lien avec l'Auracs et Aequitaz) le déploiement du concept d'Assemblées libres de jeunes en lien avec les structures de son réseau ;

- elle relayera auprès de son réseau le déploiement de la jeunesse à destination des jeunes développée par ses départementale ;
 - elle portera et soutiendra le développement du dispositif national CNAF « Promeneurs du net » ; cette mission fera l'objet d'une convention à part entre la CAF, le Département et la Fédération ;
 - elle développera une vigilance particulière à la complémentarité des dispositifs « Portail » et « Promeneurs » via la co-production et la co-animation des formations numériques avec le CRIJ (et à l'échelon bi-départemental).
- sur le champ de l'inclusion numérique et de l'accès aux droits : participer à la réflexion départementale et appuyer les structures de son réseau au déploiement d'actions autour des enjeux liés à la révolution numérique, dans sa dimension liée au non recours aux droits des populations et les conséquences de la dématérialisation des services publics en lien avec la mission d'accueil portée par les structures d'animation de la vie sociale et dans son impact sur l'évolution du lien social.
 - sur le champ du vieillissement : la Fédération contribuera au repérage des structures porteuses d'activités sur la dimension vieillissement notamment auprès du Département de la MSA et de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT) Auvergne Rhône-Alpes. Elle contribuera avec son réseau à être force de proposition dans le cadre des axes de développement de la Conférence des financeurs départementale ; elle relayera les propositions de la Conférence au sein de son réseau.
 - d'une manière plus générale, en fonction du contexte et des évolutions de l'environnement, les partenaires s'accordent à s'interpeller sur les différents champs émergents et problématiques soulevées, tant en terme de publics (enfance, jeunesse, parentalité, etc) que de questions sociales (développement durable, champ de la lutte contre la précarité et l'exclusion, migrants et accueil des réfugiés, etc).

Article 5 : Promotion et communication

La Fédération s'engage à :

- apposer les logos de la Drôme, de la Caf et de la MSA sur les documents qu'elle édite ainsi que sur son site internet et établir des liens avec www.ladrome.fr , www.caf.fr et www.msa-ardeche-drome-loire.fr.
- citer la Drôme, la Caf et la MSA comme partenaires de ses actions et mettre en place les banderoles fournies par la Drôme, lors de l'organisation de manifestations.

La Drôme, la Caf et la MSA s'engagent à :

- citer la Fédération comme partenaire d'actions dans les documents relatifs aux actions partagées mentionnées dans les articles 3 et 4.

Article 6 : Évaluation des Missions et actions soutenues par la Convention

6.1 – Suivi et évaluation

La Fédération se donne une obligation de moyens, pas de résultats.

Aussi la convention pourra être évaluée de manière annuelle (2020 et 2021) sur la base des moyens engagées par la Fédération pour atteindre les objectifs fixés dans les articles 2, 3 et 4 de la présente convention, via :

- un recensement des activités et actions engagées par la Fédération au cours de l'année d'exercice.

➤ un recensement des actions ou partenariats qui en ont découlé
(Voir ci-dessous les précisions sur la formalisation de ces bilans)

Une commission mixte, composée au minimum de 1 ou 2 représentants de la Drôme, de 1 ou 2 représentants de la Caf, 1 ou 2 représentants de la MSA et de 1 ou 2 représentants de la Fédération (Administrateur(trice) et déléguée), sera constituée au moins une fois par an.

L'évaluation devra permettre de déterminer si les résultats attendus de cette convention sont atteints. Au vu de cette évaluation, La commission pourra :

- soit proposer de valider les bilans,
- soit juger les bilans des activités de la Fédération insuffisants et devra estimer la quotité non exécutée ; proposer le montant de la subvention à restituer ; proposer une réorientation.

Les nouvelles propositions devront être validées par les Assemblées délibérantes de chaque partenaire avant toute mise en œuvre. La Drôme, la Caf et la MSA se réservent le droit d'effectuer des visites et de les réitérer en cas d'insuffisance.

6.2 – Documents à fournir

Au plus tard le 1er juin de chaque année conventionnée, la Fédération s'engage à fournir à la Drôme, de la Caf et de la MSA les documents de la dernière Assemblée Générale (compte-rendu d'activité, compte d'exploitation, bilan financier, etc). Ces documents permettront de rendre compte des activités menées au titre des articles 2, 3 et 4 de la présente Convention (hors conventions à part qui feront l'objet de bilans spécifiques), ainsi qu'un Bilan synthétique annuel des activités menées au titre de ces articles.

Elle tiendra à disposition du Département, de la Caf et de la MSA, à son siège social, les justificatifs de dépenses.

Article 7 : Engagement financier

La Drôme s'engage à subventionner la fédération, en fonction de l'évaluation prévue à l'article 5 et sous réserve de l'inscription annuelle des crédits au budget de l'exercice en cours et de leur affectation.

Pour 2020 et 2021, la Drôme s'engage à financer la Fédération à hauteur :

- de 50 000 euros au titre des articles 2, 3 et 4.

Un acompte de 25 000 € sera versé après délibération de l'Assemblée départementale, et le solde au regard des bilans prévus à l'article 6.

La Caf accordera à la Fédération, une subvention annuelle :

- de 45 000 euros au titre des articles 2, 3 et 4.

Le montant de la subvention sera versé après validation du bilan n-1 et de la convention 2020 et 2021 en Commission d'action sociale.


La MSA accordera en 2020 à la Fédération, une subvention annuelle

- de 4 800 euros au titre des articles 2, 3 et 4.

Celle-ci sera rediscutée en 2021 en fonction des priorités de la nouvelle COG.

La totalité de la subvention sera versée à la signature de la convention, après validation par le

Conseil d'Administration de la MSA Ardèche Drôme Loire.

Envoyé en préfecture le 29/05/2020
Reçu en préfecture le 29/05/2020
Affiché le 29/05/2020 
ID : 026-222600017-20200529-CONVDFCAFMSA-CC

Les subventions accordées dans le cadre des actions faisant l'objet de conventions à part ne sont pas détaillées ici.

Article 8 : Durée

Cette convention est convenue pour 2020, elle entrera en vigueur à compter de sa signature par la dernière partie et se terminera le 31 décembre 2021.

Article 9 : Règlements des litiges

Quelle que soit l'importance des litiges relatifs à l'exécution des présentes, les parties se rapprocheront préalablement à toute action susceptible d'être engagée auprès du Tribunal compétent.

Fait en quatre exemplaires originaux

fait à Valence, le

la Présidente du Conseil départemental,

fait à Valence, le

la Directrice de la Caf de la Drôme

fait à Valence, le

le Directeur Général de la MSA Ardèche Drôme Loire

fait à Romans sur Isère, le

le Représentant de la Fédération des centres sociaux